



FONDATION RENÉ CASSIN

**Accord de coopération pédagogique
pour la mise en œuvre du Diplôme d'université Clinique des Droits de l'homme**

ENTRE

L'Université de Strasbourg, sise : 4 rue Blaise Pascal – CS 90032, 67081 STRASBOURG Cedex, France, représentée
par sa Présidente, Professeure Frédérique Berrod,
pour la Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion représentée par son Doyen, Professeur Jeanne-
Marie TUFFERY-ANDRIEU

d'une part, et

La Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme, sise : 2 allée René Cassin 67000
Strasbourg, représentée par son Directeur Monsieur Sébastien TOUZÉ

d'autre part

conjointement, désignées par « les partenaires »

Vu le Code de l'éducation, et notamment son article L613-2,
Vu la décision de la Commission de la formation de la vie universitaire de l'Université de Strasbourg du
Vu la décision du conseil de faculté du
Vu la décision de l'instance de l'Institut international des droits de l'homme du

Conviennt de ce qui suit :

Préambule

La coopération entre la Fondation René Cassin et la Faculté de droit de l'Université de Strasbourg dans le cadre de la Clinique des droits de l'homme s'inscrit dans une volonté commune de promouvoir l'enseignement et la pratique des droits de l'homme. Cette collaboration repose sur une convergence de valeurs et d'objectifs, reflétant l'engagement de ces institutions en faveur de la formation juridique appliquée et de la défense des droits fondamentaux.

Cette collaboration a ainsi donné naissance, en 2013, à la Clinique des droits de l'homme, un diplôme universitaire visant à fournir une formation approfondie sur deux ans aux étudiants de master et aux doctorants. Le programme combine enseignement théorique et mise en pratique, favorisant ainsi l'acquisition de compétences opérationnelles indispensables pour les futurs juristes spécialisés en droits de l'homme.

Par ailleurs, la coopération entre la Fondation René Cassin et l'Université de Strasbourg s'inscrit dans un cadre plus large, à la fois académique, scientifique et institutionnel.

1. Objet de l'Accord

Le présent accord a pour objet de définir les modalités de collaboration entre les partenaires à compter du 1^{er} septembre 2024 pour parvenir à la délivrance du Diplôme d'Université Clinique des Droits de l'Homme.

2. Administration de la formation

2.1. Gouvernance de la coopération

Pour la faculté, le responsable de programme est Monsieur Edouardo STOPPIONI

Pour la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme, le responsable de programme est Monsieur Sébastien TOUZE

Nom et coordonnées des responsables :

Université de Strasbourg :

Responsable pédagogique

Edoardo Stoppioni

Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion

stoppioni@unistra.fr

Responsable administratif

Arlette Ligey

Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion

droit-secretariat@unistra.fr

Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme :

Responsable pédagogique

Sébastien Touzé

Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme

sebastien.touze@iidh.org

Responsable administratif et financier

Kathy Bingler

Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme

Kathy.bingler@iidh.org

Les responsables de la formation sont chargés de mettre en œuvre et de faire respecter le programme pédagogique et les modalités de fonctionnement, tels qu'adoptés par les instances de l'Université de Strasbourg.

Un bilan de la coopération à N-1 est élaboré chaque année avant le 30 septembre. Il sera joint au dossier de renouvellement du diplôme universitaire selon le calendrier des instances de la commission de la formation de la vie universitaire (CFVU). L'établissement d'un bilan est indispensable pour seulement même considérer la poursuite ou le renouvellement de la coopération.

2.2. Démarche qualité

Une enquête régulière auprès des étudiants peut être réalisée sur le contenu des enseignements.

3. Inscription des étudiants

3.1. Admission dans la formation

Les étudiants souhaitant s'inscrire au Diplôme d'Université Clinique des droits de l'Homme doivent déposer leur candidature sur la plateforme E-Candidat, selon les modalités et le calendrier indiqués sur le site internet de la Faculté de droit, de sciences politiques et de gestion.

Les étudiants doivent notamment satisfaire aux prérequis suivants : être titulaires d'une licence ou d'une troisième d'études supérieures et être inscrits dans une formation universitaire de 4^{ème} année ou préparer un doctorat. Les étudiants doivent posséder des connaissances en droit international des droits de l'Homme.

3.2. Coût de la formation pour les étudiants

Chaque étudiant s'inscrit individuellement et s'acquitte des droits suivants :

- Droits spécifiques d'inscription au Diplôme universitaire

En 1^{ère} année du diplôme : 350 euros

En 2^{ème} année du diplôme : 150 euros

- Droits de base alignés sur les droits nationaux de niveau Master :

Le montant des droits nationaux est fixé chaque année par arrêté ministériel. Certains étudiants en sont exonérés de plein droit en application de l'article R. 719-49 du code de l'éducation (boursiers de l'enseignement supérieur, boursiers du gouvernement français, pupilles de la Nation).

Tout étudiant peut demander au responsable pédagogique de la faculté une exonération totale de ses droits d'inscription de base pour motif financier, en lui adressant un courrier motivé à cette fin. Le dossier de demande d'exonération est soumis à la commission centrale d'exonération de l'Université qui statuera sur une éventuelle exonération.

3.3. Modalités de reversement au partenaire

Le montant reversé au partenaire est égal à quatre-vingt pour cent (80 %) de la totalité des droits spécifiques d'inscription au Diplôme d'Université Clinique des Droits de l'Homme qui sont perçus chaque année universitaire.

Il est précisé que l'Université de Strasbourg prélève vingt pour cent (20 %) des droits spécifiques au titre des frais de gestion et d'infrastructure de l'établissement.

Dans l'hypothèse où le nombre d'étudiants susceptibles d'être inscrits n'atteint pas le seuil d'équilibre budgétaire, le conseil de faculté devra se prononcer sur la suspension de l'ouverture de la formation pour l'année en cours.

La facturation est émise par l'institut international des droits de l'homme après réception du bon de commande établi par l'université de Strasbourg, une fois par an.

4. Soutien de la formation et mesures d'accompagnement des étudiants

Budget :

Nombre d'heures d'enseignement réalisées par la faculté : 114 h CM

Parcours mutualisés et enseignements concernés :

- M1 Droit (protection internationale et européenne des droits de l'homme 1 et protection internationale et européenne des droits de l'homme 2) : les étudiants inscrits au DU ne suivent que le cours magistral, pas le TD.
- M2 Droit des libertés (Droit international des droits de l'homme)
- M2 Droit public général (Libertés fondamentales)
- M2 Droit international public (The individual and International law)

Une session annuelle au semestre 2 : enseignements en droit de l'homme à la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme au travers de la Session d'été à Strasbourg.

En deuxième année : séminaires suivis à la Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme : 40 CM

- Séminaires de préparation liés au traitement d'affaires contentieuses portées devant des organes de protection des droits de l'homme tels que la Cour européenne des droits de l'homme ou encore les organes de traités des Nations Unies.

Total d'heures d'enseignement : 154 h CM dont 114 h CM en première année, 40 en deuxième année.

A l'Université de Strasbourg, par leur inscription, les étudiants accèdent aux restaurants universitaires, aux bibliothèques, à l'Espace Numérique de Travail (ERNEST) et à l'ensemble des services étudiants.

Les cliniciens sont également inscrits à l'ensemble des événements scientifiques organisés durant l'année universitaire par la Fondation René Cassin (conférences, colloques, journées d'étude...).

5. Relevé de notes et délivrance du diplôme

5.1 Après validation des exigences de la formation, l'étudiant obtient le diplôme universitaire Clinique des droits de l'Homme.

Le diplôme est délivré par l'Université de Strasbourg.

6. Validité et durée de l'Accord

6.1 Deux exemplaires originaux sont signés par chacun des partenaires.

6.2 Cet accord entre en vigueur le 1^{er} septembre 2024 et s'applique pour une période d'une année, à savoir jusqu'au 31 août 2025.

A l'issue de cette période, il pourra être renouvelé sous réserve d'être à nouveau soumis aux instances compétentes de chacun des partenaires.

6.3 Chaque partenaire pourra à tout moment demander la modification ou la résiliation de cet accord, sous réserve d'informer par écrit l'autre partenaire de sa décision, avec un préavis de six mois.

Pour être valables, ces changements doivent être approuvés par les deux partenaires par voie d'avenant.

Au cas où il serait mis fin à cet accord, les partenaires devront garantir que les étudiants qui, au moment de la cessation, seraient déjà engagés dans leurs études dans le cadre de l'accord, puissent les mener à leur terme, d'après les règles de celui-ci.

7. Divers

Le présent accord comporte **1** annexe :

Annexe A : Maquette de la formation et le règlement des examens.

A Strasbourg, le

Professeur Jeanne-Marie TUFFERY-ANDRIEU

Doyen de la Faculté de droit, de sciences politiques et de
gestion de l'Université de Strasbourg

Sébastien TOUZÉ

Directeur de l'Institut international des droits de
l'Homme